



WORLD ENERGY
Trilemma Index

RÉSUMÉ EXECUTIF



2021

LE CONSEIL MONDIAL DE L'ENERGIE



Le Conseil mondial de l'énergie (CME) est au cœur des débats mondiaux, régionaux et nationaux sur l'énergie depuis près d'un siècle, développant de nouvelles idées et menant des actions efficaces dans le monde entier afin d'obtenir les avantages d'une énergie durable pour tous.

Composé de plus de 3 000 organisations membres présentes dans près de 90 pays et issues de gouvernements, d'entreprises privées et publiques, d'universités et de nouveaux acteurs du système, le Conseil est le premier et le seul réseau énergétique véritablement mondial.

Le Conseil travaille de manière dynamique dans l'ensemble du secteur de l'énergie en tant que plateforme mondiale de transition énergétique, rassemblant des dirigeants pour catalyser et informer le dialogue sur la politique énergétique mondiale, créer un impact et mener des actions concrètes. Le Conseil ne défend aucun pays, entreprise, technologie ou source d'énergie. Le Conseil mondial de l'énergie reste fermement engagé à relever le défi d'être à la fois impartial et efficace.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.worldenergy.org

Publié par le Conseil Mondial de l'Energie, 2021

Copyright © 2021 Conseil Mondial de l'Energie. Tous droits réservés. Tout ou partie de cette publication peut être utilisé ou reproduit à condition que la citation suivante figure sur chaque copie ou transmission :
"Utilisé avec la permission du Conseil mondial de l'énergie".

World Energy Council
Enregistré en Angleterre
et au Pays de Galles
No. 4184478

TVA Reg. No. GB 123
3802 48

Adresse officielle
62-64 Cornhill
Londres
EC3V 3NH
Royaume-Un

RÉSUMÉ EXECUTIF

C'est la deuxième année que le Conseil publie l'indice du Trilemme Énergétique Mondial pendant la pandémie de COVID-19, qui continue de menacer la santé et de perturber l'économie mondiale. Le Trilemme est une mesure annuelle des systèmes énergétiques nationaux qui s'appuie sur des données historiques pour évaluer les performances passées des politiques énergétiques et, en tant que tel, l'impact de la pandémie n'est pas encore pleinement reflété dans les données. Si les effets de la pandémie sur l'énergie sont de plus en plus visibles, comme la baisse de la demande et les reprises locales fragmentées, les implications à plus long terme pour les systèmes énergétiques et la transition restent floues.

Le contexte national est essentiel à la manière dont les pays élaborent leurs différentes politiques énergétiques, en fonction de leur situation nationale, avec des ressources naturelles, des géographies et des systèmes socio-économiques variés. Ces contextes différents conduisent à une divergence des systèmes, ce qui signifie qu'il ne peut y avoir de voie unique pour une transition énergétique réussie. Au contraire, chaque pays doit déterminer la meilleure voie à suivre en matière de politique énergétique en fonction de sa situation et de ses priorités nationales. Une telle diversité signifie que les comparaisons directes entre les classements et les scores des pays du Trilemme sont moins instructives, mais qu'elles devraient plutôt permettre d'ouvrir un dialogue, les pays apprenant les uns des autres et les uns avec les autres sur les politiques qui fonctionnent, dans quelles circonstances et pourquoi. L'indice du Trilemme Énergétique peut aider les pays et les parties prenantes du secteur de l'énergie à donner la priorité aux domaines de la politique énergétique à améliorer le plus et à explorer les options qui pourraient être les plus appropriées.

RESULTATS 2021

Cette année, 127 pays ont été classés à 101 places, certains ayant obtenu les mêmes scores. Les pays de l'OCDE continuent de dominer le classement général des dix premiers pays pour le trilemme de 2021 ; les pays européens affichant des performances particulièrement élevées, ce qui réaffirme l'importance de disposer de politiques énergétiques actives de longue date. Les trois premiers pays du classement restent les mêmes qu'en 2020, la Suède dépassant de peu la Suisse pour prendre la première place, et le Danemark restant en troisième position. Ces trois pays ont tous un score global de 83 et plus. Le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis brisent le monopole européen de l'OCDE (tableau 1).

Tableau 1 : Top 10 des meilleures performances

TOP 10 RANK OVERALL PERFORMERS		
1	Sweden	AAAa
2	Switzerland	AAAa
3	Denmark	AAAa
4	Finland	AAAa
4	United Kingdom	AAAa
5	France	AAAa
5	Austria	AAAa
6	Canada	AABa
7	Germany	AAAa
8	Norway	BAAa
9	New Zealand	AAAa
9	United States	AABa
10	Luxembourg	CAAa
10	Spain	ABAa
	Rank	Grade



WORLD ENERGY
TRILEMMA INDEX
2021

Source: World Energy Council

Tableau 2 : Top 10 des meilleurs progrès

TOP 10 COUNTRIES OVERALL IMPROVERS			
82	Cambodia	CDDd	57%
83	Myanmar	BDCd	34%
59	Dominican Republic	DCBc	33%
80	Kenya	BDBc	33%
88	Ethiopia	DDCd	31%
76	Honduras	CDBd	28%
53	Thailand	CCCb	26%
78	Nicaragua	CDBd	26%
60	Sri Lanka	CCBc	25%
51	China	BBDd	25%
	Rank	Grade	Improvement since 2000

Source: World Energy Council

Depuis 2000, les pays qui ont le plus amélioré leur score au trilemme illustrent l'importance cruciale d'accroître l'accès et de diversifier les systèmes énergétiques. Les trois pays qui ont le plus progressé depuis 2000 sont le Cambodge, le Myanmar et la République dominicaine, qui ont certes un classement général faible, mais démontrent des efforts importants et soutenus pour améliorer leurs systèmes énergétiques (tableau 2).



La dimension de la **sécurité énergétique** souligne l'importance de politiques énergétiques fortes pour tirer le meilleur parti des ressources nationales tout en diversifiant et en décarbonisant les systèmes énergétiques. Le Canada, la Finlande, et la Roumanie sont une fois de plus en tête de la liste de la sécurité énergétique, qui compte beaucoup de pays de l'OCDE et d'Europe (tableau 3). Le Brésil est le seul pays non-membre de l'OCDE ou de l'Europe à figurer dans la liste des dix premiers pays en matière de sécurité énergétique – grâce à ses importantes ressources en hydrocarbures et à son système énergétique décarboné – qui assurent la sécurité par la diversité. Si une dotation importante en ressources naturelles peut être à l'origine de bonnes performances, une dépendance excessive à l'égard d'abondantes ressources nationales en hydrocarbures peut également constituer une malédiction des "ressources", entraînant une réduction de la diversité et une baisse des performances pour certains pays riches en hydrocarbures. Comme toujours, la diversification du bouquet énergétique d'un pays améliore les scores de sécurité énergétique et conduit à mettre davantage l'accent sur la résilience du système (tableau 4).

Tableau 3 : Top 10 meilleures performances sécurité énergétique

TOP 10 RANK PERFORMERS		
1	Canada	77.5
2	Finland	75.3
3	Romania	75.1
4	Latvia	74.9
5	Sweden	74.5
6	Brazil	73.5
7	United States	73.3
8	Bulgaria	73.1
9	Czech Republic	72.8
10	Germany	71.9

Rank Score
Source: World Energy Council

Tableau 4 : Top 10 meilleurs progrès sécurité énergétique

TOP 10 RANK IMPROVERS		
1	Malta	113%
2	Cambodia	104%
3	Jordan	83%
4	Cyprus	66%
5	Kenya	59%
6	Jamaica	54%
7	Tajikistan	53%
8	Dominican Republic	52%
9	Tanzania	51%
10	Singapore	51%

Rank Improvement since 2000
Source: World Energy Council



Le classement des dix pays les plus performants en matière d'**équité énergétique** comprend les pays producteurs dont les coûts énergétiques sont bas pour les consommateurs - subventions implicites - et qui deviennent plus difficiles à maintenir dans l'environnement actuel de décarbonisation. Le Qatar, le Koweït, et les Émirats arabes unis sont en tête de la liste des dix pays les plus performants pour cette dimension ; ce sont tous de petites nations riches au PIB élevé et aux prix de l'énergie bas grâce aux subventions et/ou à d'importantes ressources énergétiques facilement extractibles (tableau 5). Les subventions aux prix (explicites ou implicites) ont tendance à entraver la diversification de l'approvisionnement énergétique et à réduire les scores au trilemme dans les autres dimensions. Les pays qui ont le plus progressé depuis 2000 ont tous mis l'accent sur les politiques visant à améliorer l'accès à l'énergie et à rendre l'énergie plus abordable pour les consommateurs. Le Népal, le Cambodge, et le Kenya ont connu des améliorations significatives en matière d'accès à l'électricité, en grande partie grâce à la mise en œuvre de la politique gouvernementale (tableau 6).

L'accès à une énergie fiable et abordable est un facteur de prospérité économique, mais il faut désormais se concentrer davantage sur la qualité de l'approvisionnement énergétique. Plus de 800 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie de base, en particulier en Afrique subsaharienne. Il est impératif de continuer à progresser vers la réalisation de l'objectif 7 des Nations unies pour le développement durable, en s'inspirant des exemples pratiques des pays les plus performants.

Figure1 : Les trois dimensions du Trilemme de l'énergie**ENERGY SECURITY****MEASURES**

- Capacité à répondre à la demande énergétique actuelle et future
- Résistance et réponse aux chocs du système

COVERS

- Efficacité de la gestion des sources d'énergie domestiques ou externes
- Fiabilité et résilience des infrastructures énergétiques

**ENERGY EQUITY****MEASURES**

- Capacité à fournir un accès universel à une énergie fiable, abordable et abondante pour un usage domestique et commercial

COVERS

- Accès de base à l'électricité et à des modes de cuisson propre
- Accès à des niveaux d'énergie et à des prix abordables favorisant la prospérité

**ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY****MEASURES**

- Capacité à atténuer et à éviter la dégradation de l'environnement et les effets du changement climatique

COVERS

- Productivité et efficacité de la production et du transport de l'énergie
- Distribution, décarbonation et qualité de l'air

Source: World Energy Council

Le secteur mondial de l'énergie est confronté à des changements sans précédent, alors que les pays s'efforcent de décarboniser et de façonner une transition énergétique plus inclusive, tout en cherchant à se remettre des chocs économiques générés par la pandémie.

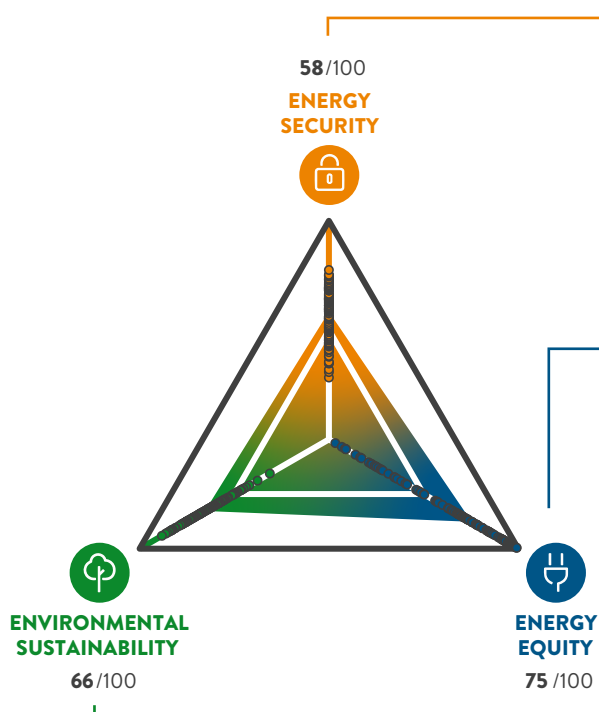
Les politiques et réglementations énergétiques ont tendance à être en retard sur les changements du marché et avancent généralement par étapes, mais elles peuvent parfois faire un bond en avant pour recadrer les marchés de l'énergie afin de permettre de nouvelles technologies et de nouveaux modèles commerciaux. Par conséquent, l'indice du Trilemme énergétique doit également évoluer en permanence pour s'assurer qu'il reste pertinent en incluant les indicateurs qui reflètent le mieux l'évolution du secteur énergétique et en modifiant les sources de données ou la couverture des indicateurs.

En outre, nous ne devons pas perdre de vue l'impact de la pandémie de COVID-19. Nous prévoyons que les défis et les opportunités présentés par le redressement post-pandémique remodeleront les politiques énergétiques et l'agenda de la transition énergétique. Dans ce contexte, le Trilemme peut contribuer au dialogue en tant qu'outil d'orientation vers un avenir énergétique plus équitable, durable et abordable.



RÉSULTATS 2021 DU TRILEMME

World Energy Trilemma Index



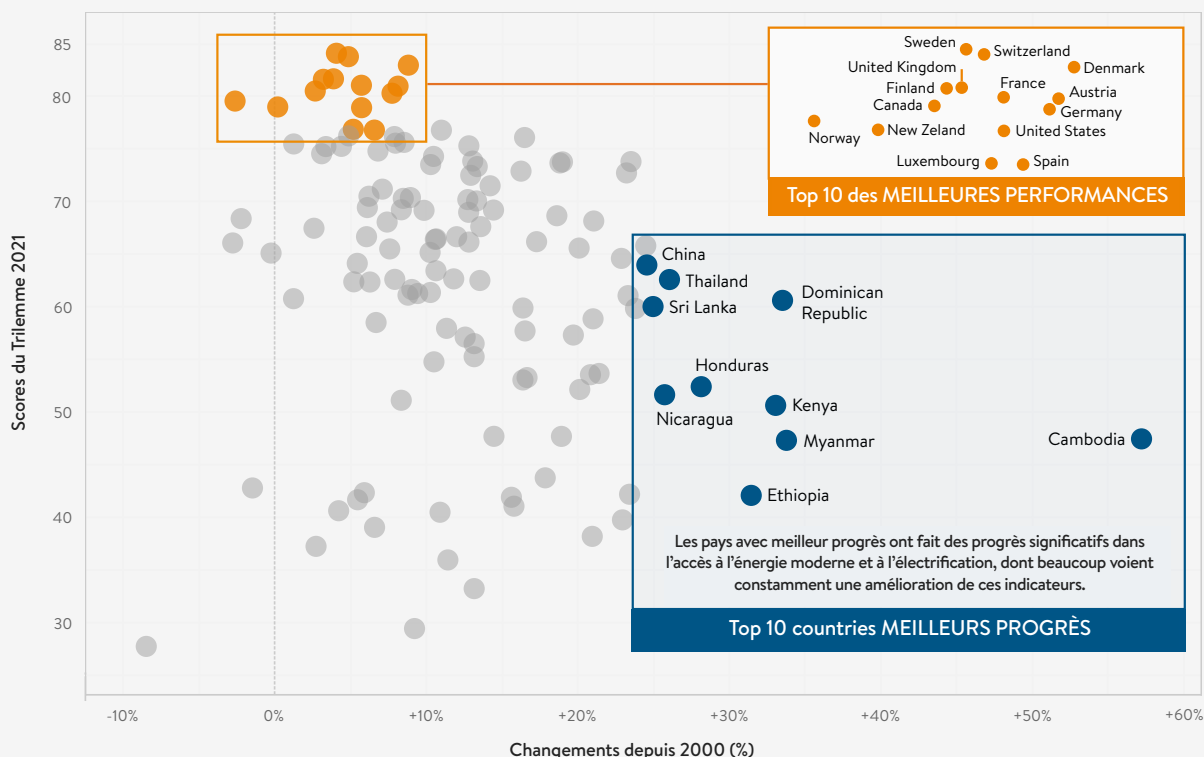
Reflète la capacité d'un pays à répondre de manière fiable à la demande d'énergie actuelle et future, à résister et à rebondir rapidement après des chocs systémiques avec un minimum de perturbations des approvisionnements.

Évalue la capacité d'un pays à fournir un accès universel à une énergie abondante et abordable, à un prix équitable, pour les usages domestiques et commerciaux.

Représente la transition du système énergétique d'un pays vers la prévention et l'atténuation des dommages environnementaux potentiels et des conséquences du changement climatique.

Source: World Energy Council

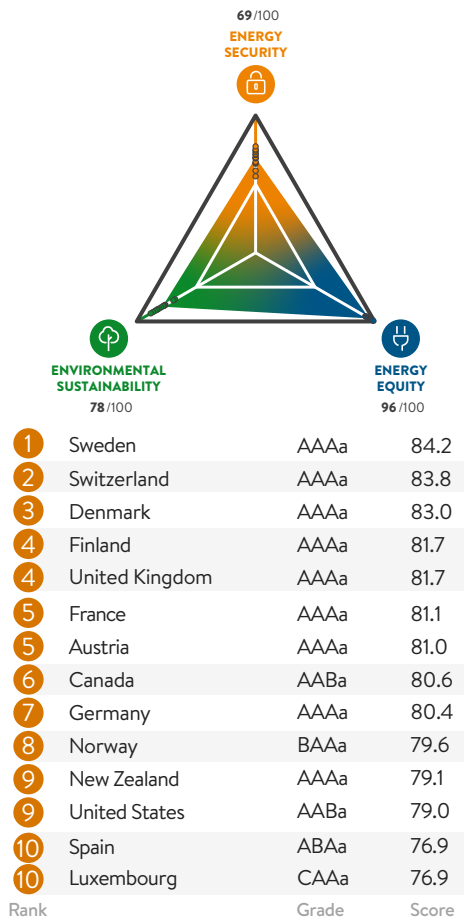
Les résultats du Trilemme 2021 et le progrès par rapport au Trilemme 2000



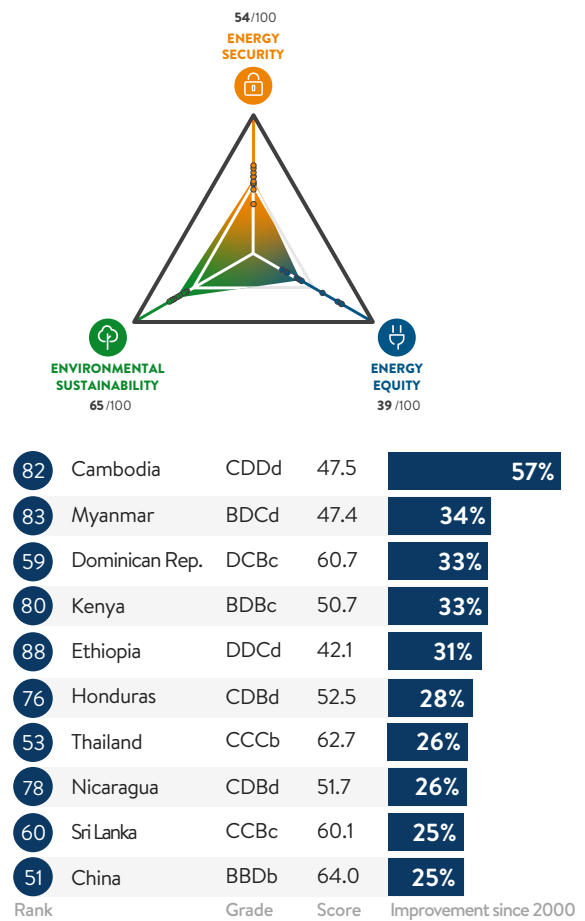


MEILLEURS PERFORMANCES ET PROGRÈS

TOP 10 RANK OVERALL PERFORMERS



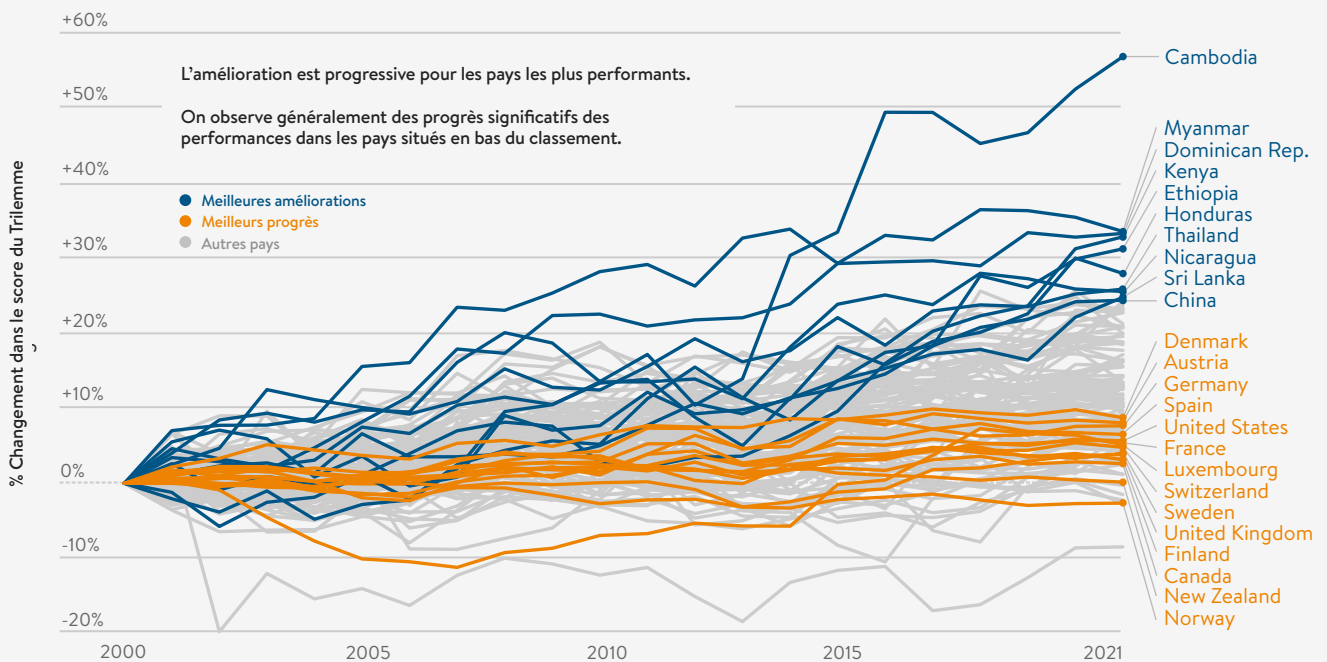
TOP 10 COUNTRIES OVERALL IMPROVERS



Source: World Energy Council

Le score est arrondi à une décimale. Les pays partagent un rang si la différence de leur score est inférieure à 0,1.

Historique du Trilemme 2021 depuis 2000

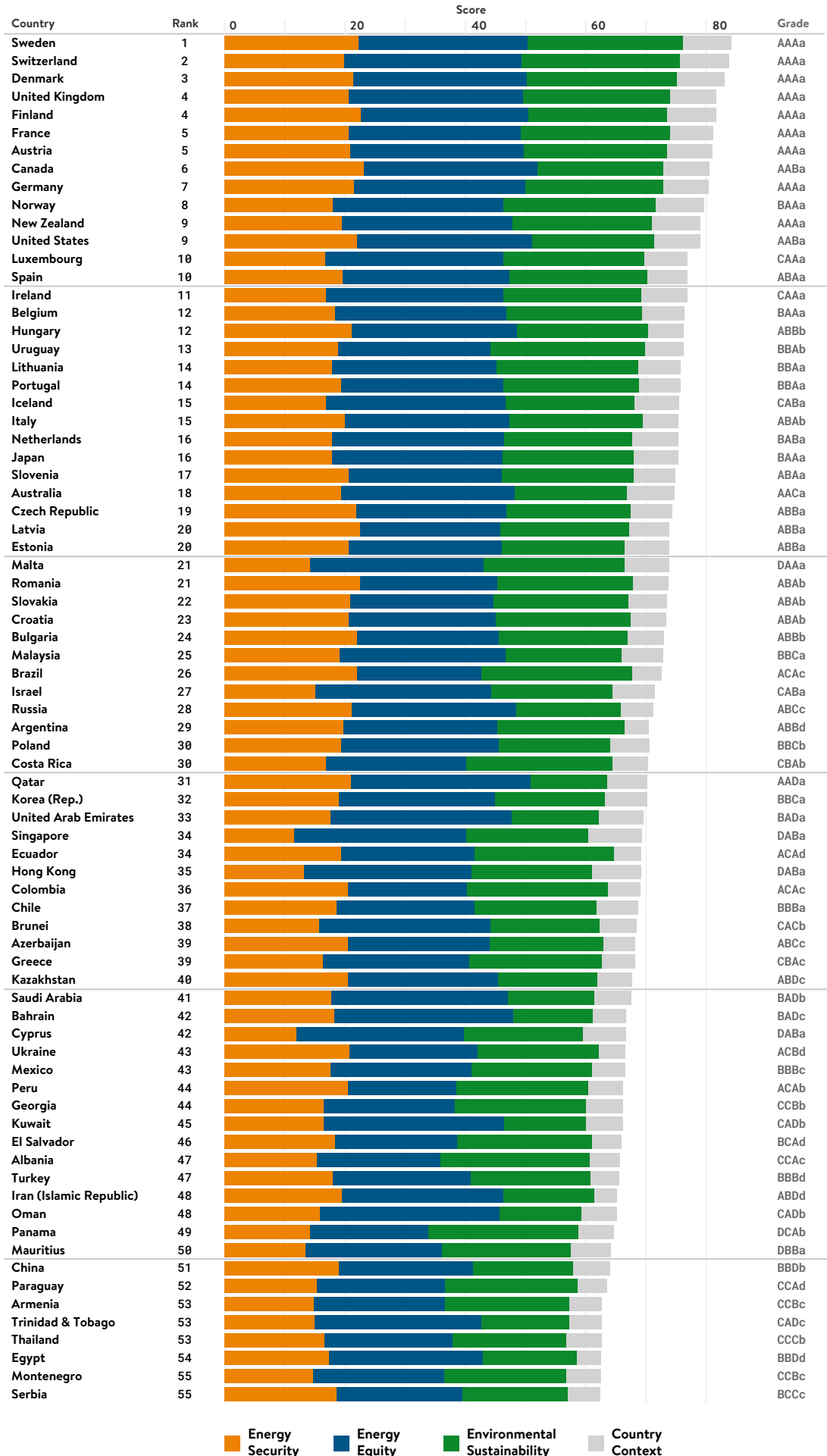


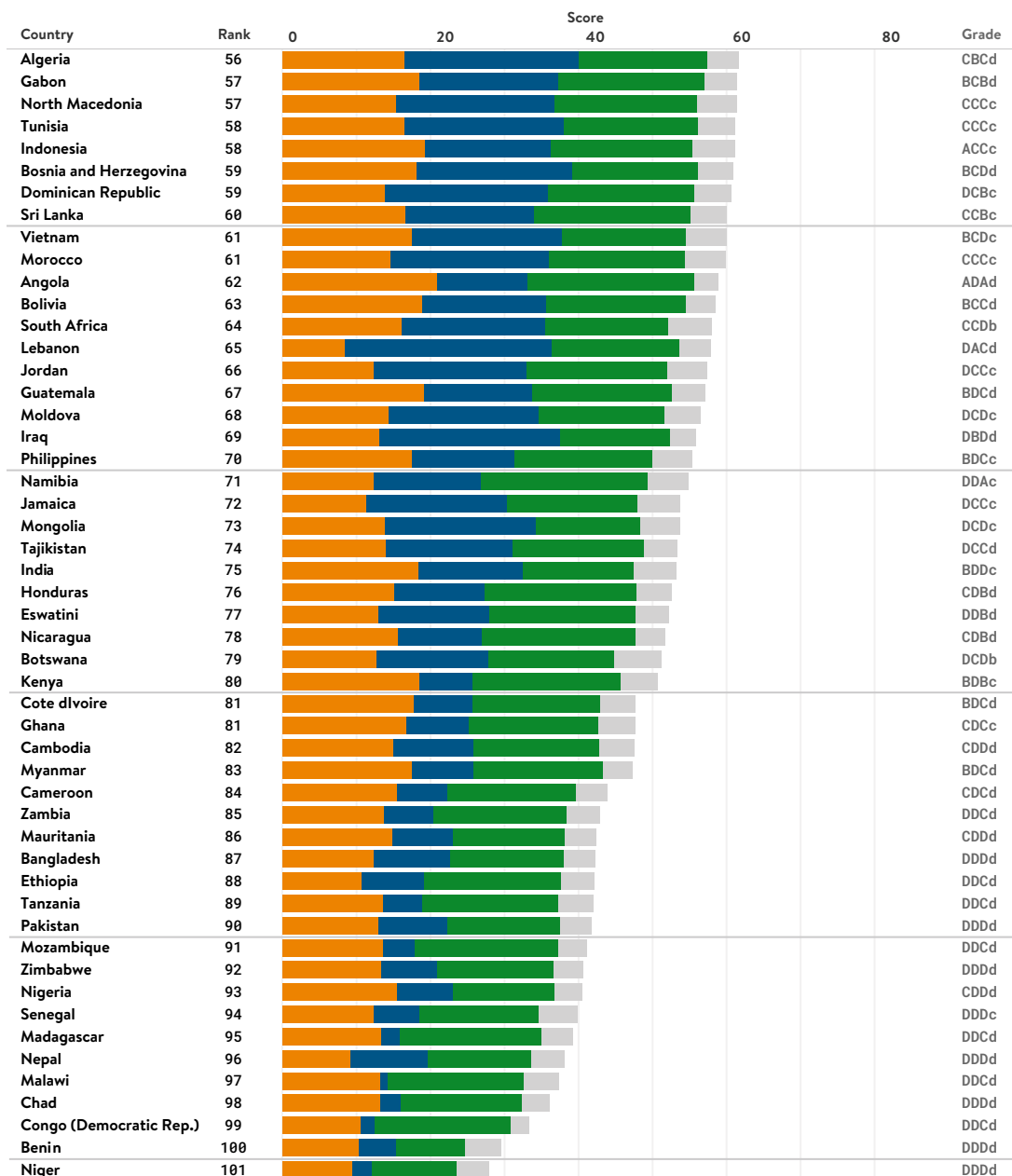
Source: World Energy Council



2021 WORLD ENERGY TRILEMMA INDEX

WORLD ENERGY COUNCIL





Que montre la performance du pays?



NOTA

Fourchette de valeurs : A (meilleure), B, C, D (pire)

Exemple: AAAa, ABAC, BCDB, DCDd

Signification: une note est attribuée pour chaque dimension (1e lettre majuscule pour la sécurité, 2e lettre pour l'équité, 3e lettre pour la durabilité) qui couvrent 90% de la note globale ; la 4e lettre en minuscule couvre les 10% restants et évalue le contexte du pays. Quatre intervalles sont définis par les quartiles et définissent la catégorie dans laquelle se situe le pays : A (le premier quart), B, C et D (le dernier quart).



RANK

Fourchette de valeurs : 1 (meilleure) ... 101 (pire)

Exemple: 4e rang partagé déterminé par la 4e meilleure valeur de 81.7

Signification: le classement ne fournit qu'une information très courte et limitée sur les performances d'un pays – il n'indique que la position du pays dans l'indice complet. Par conséquent, la catégorie, le score, le contexte, et surtout l'historique complet des performances du pays doivent être pris en compte lors de la comparaison avec les autres. Il s'agit d'une approche de classement dense car certains scores sont à égalité à une décimale près.



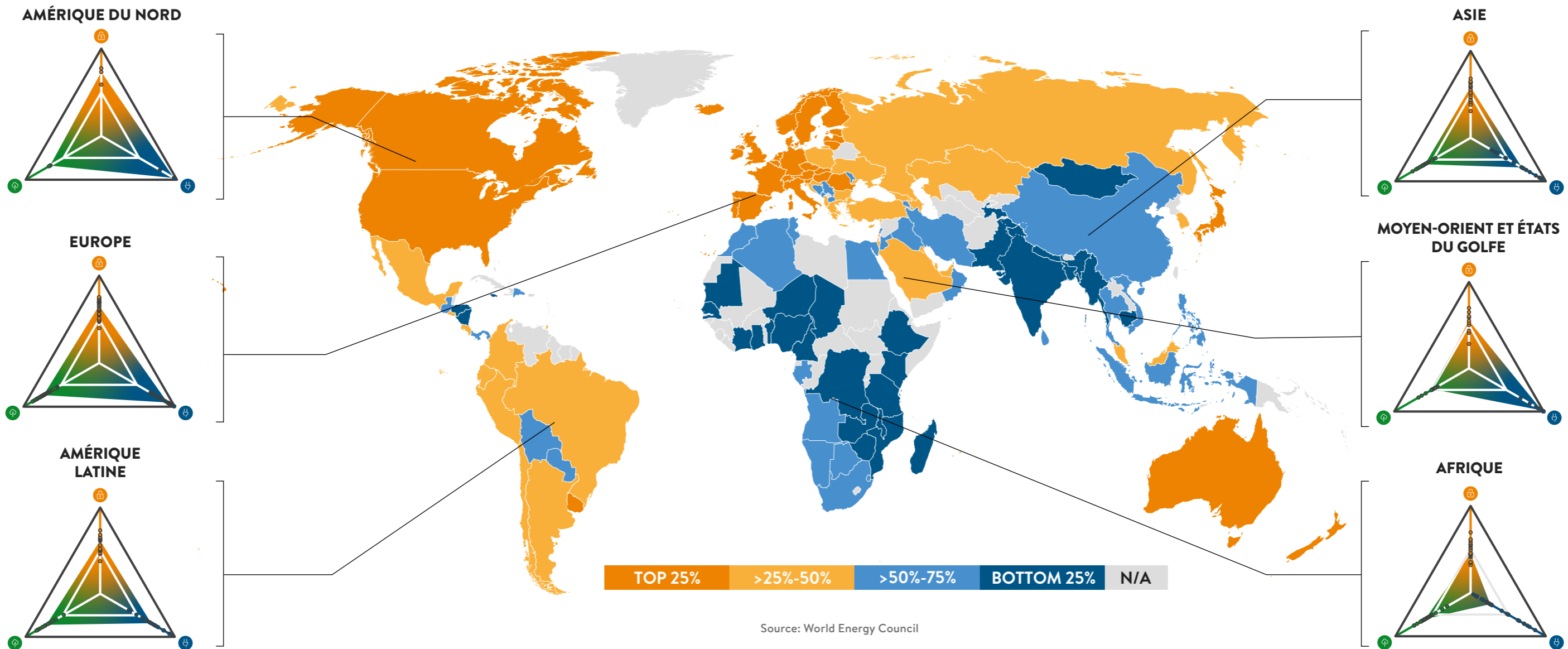
PONTUAÇÃO

Fourchette de valeurs : 100 (meilleure) ... 0 (pire)

Exemple: 84.3, 53.4, 32.1

Signification: une valeur de score est donnée pour la performance globale ainsi que pour chaque dimension (sécurité, équité, durabilité, contexte du pays) déterminée par la performance du pays dans les indicateurs ; le score peut changer même si les données n'ont pas changé car le score reflète la performance par rapport à d'autres pays qui peuvent s'être améliorés dans un indicateur donné.

En raison de l'évolution de la méthodologie, il n'est pas possible de comparer directement les catégories, le classement et les scores aux rapports précédents. Les performances historiques ont été recalculées en utilisant la méthodologie révisée jusqu'à l'année 2000.



AMÉRIQUE DU NORD

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En tant que producteurs et consommateurs d'énergie importants, l'énergie est une composante essentielle des économies nord-américaines, la transition énergétique posant donc de grands défis aux côtés d'opportunités majeures. Les disparités entre les politiques fédérales et nationales aux États-Unis et au Canada peuvent entraver la transition énergétique, ce qui a un impact particulier sur la durabilité énergétique, qui présente la plus grande variation à travers le continent. 2021 a marqué le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris et l'affectation de fonds substantiels pour soutenir les investissements dans les infrastructures environnementales et énergétiques. Le Canada a promulgué sa loi sur la responsabilité nette zéro, fixant des exigences légales pour atteindre des émissions nettes zéro d'ici 2050, tandis que le Mexique a privilégié l'autosuffisance énergétique au-dessus de la durabilité. La sécurité énergétique est considérée comme une force, la diversification continue des ressources étant une caractéristique des trois pays. L'équité énergétique est considérée comme un problème politique discret avec un accès généralisé à l'énergie et aux services énergétiques à travers le continent, mais des problèmes d'accès de qualité et de coût émergent.

EUROPE

LA DURABILITÉ AU COEUR DU PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE

L'Europe continue de faire preuve de leadership dans l'équilibrage du Trilemme, occupant huit des 10 premières places de l'Indice cette année. Alors que les effets de la pandémie continuent de se faire sentir, le programme énergétique global de la région est résolument axé sur la durabilité. Les combustibles fossiles continuent de jouer un rôle en déclin, la production d'énergie à faible émission de carbone tirée par les énergies renouvelables atteignant 38 % de l'électricité de l'Union Européenne en 2020, dépassant pour la première fois le charbon et le gaz comme principale source d'électricité. Pour les pays de l'UE, le Green Deal fournit un cadre solide pour atteindre des objectifs ambitieux de neutralité climatique. Et en dehors de l'UE27, la décarbonation est également fermement à l'ordre du jour politique. Des progrès en matière de sécurité énergétique sont réalisés grâce à la diversification et à l'interconnexion, mais une pression supplémentaire pour éliminer progressivement le charbon est nécessaire. La région obtient un score élevé en matière d'équité énergétique, améliorant les scores cette année, mais la pandémie a révélé une certaine vulnérabilité de la société et accru les inquiétudes concernant au caractère abordable et à l'accessibilité de l'énergie.

AMÉRIQUE LATINE

LES RENOUEVABLES DEVRAIENT FAÇONNER L'AVENIR

Le déploiement des énergies renouvelables continue de suivre le rythme de la demande énergétique croissante, à mesure que la demande de pétrole et de gaz diminue ; les énergies renouvelables étant fermement privilégiées pour façonner l'avenir de l'énergie dans la région alors que les pays cherchent à se diversifier. La région obtient de bons résultats sur la dimension de la durabilité en raison de ses importantes ressources hydroélectriques et des opportunités présentées pour la production d'hydrogène en utilisant des énergies renouvelables à faible coût pour l'exportation. Mais, pour certains pays, la dépendance vis-à-vis des exportations de pétrole continue d'être un enjeu majeur. Les scores d'équité énergétique se sont améliorés dans toute la région, principalement grâce aux subventions, mais le manque de cadres réglementaires complets, l'incertitude économique et la stabilité politique continuent d'entraver une transition énergétique équilibrée.

ASIE

L'INNOVATION EST LA CLÉ DE L'AMÉLIORATION DE L'ÉQUITÉ ÉNERGÉTIQUE

Couvrant une région vaste et diverse, l'Asie couvre le classement du Trilemme 2021 avec des pays en haut et en bas de l'indice. Alors que des progrès continuent d'être réalisés en termes d'équité énergétique, principalement grâce aux avancées technologiques dans la 5G, l'Internet des objets et l'IA, ainsi que le développement de systèmes de stockage d'énergie, la région dans son ensemble est toujours aux prises avec la sécurité énergétique et la durabilité. La sécurité énergétique est un problème pour de nombreux pays avec des scores globaux généralement inférieurs à la moyenne mondiale. Beaucoup dépendent fortement des importations d'énergie pour répondre à la croissance exponentielle de la demande d'énergie. Les faibles niveaux d'interconnectivité constituent un défi supplémentaire, difficile à surmonter en raison des faibles niveaux de confiance intergouvernementale. La durabilité environnementale reste inchangée, mais un nombre croissant de gouvernements ont annoncé des objectifs nets zéro d'ici 2050 et la Chine s'est engagée à les atteindre d'ici 2060. Avec ces objectifs ambitieux et des plans d'action spécifiques coordonnés, des améliorations significatives sont attendues pour les années à venir.

MOYEN-ORIENT ET ÉTATS DU GOLFE

LA DIVERSIFICATION ÉNERGÉTIQUE ET L'INTERCONNECTIVITÉ DEVIENNENT APPARENTES

L'équité énergétique reste une force dans la région, avec une énergie presque universelle et abordable disponible dans la plupart des pays. Cependant, la répartition des ressources est inégale et bien que des initiatives visant à améliorer l'interconnectivité des réseaux de gaz et d'électricité apparaissent, les performances en matière de sécurité énergétique sont inférieures à celles attendues pour une région aussi riche en ressources. La durabilité énergétique est toujours à la traîne, mais plusieurs pays du Moyen-Orient ont fixé des objectifs ambitieux pour les énergies renouvelables pour 2030 et 2050, dans le cadre de stratégies de diversification énergétique. Les concepts autour de la création d'une économie circulaire du carbone gagnent du terrain, bien que le coût inhibe les initiatives de capture et de stockage du carbone à grande échelle. La production d'hydrogène est considérée comme une opportunité pour la région, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis investissant tous deux dans des projets d'hydrogène.

AFRIQUE

LES PROGRÈS EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ ÉNERGÉTIQUE SE POURSUIVENT MAIS LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE RESTE DU DÉFI

Malgré de larges disparités géographiques, démographiques et économiques, des progrès significatifs en matière d'équité énergétique ont été réalisés à travers le continent. Bien que les scores globaux d'équité énergétique restent faibles, un progrès régulier d'une année sur l'autre est apparent. Mais il reste encore beaucoup à faire, avec un accès à une énergie propre, abordable et fiable nécessaire de toute urgence pour améliorer les moyens de subsistance et les modes de vie. De nouveaux progrès sur le défi de l'équité énergétique en Afrique nécessitent une action audacieuse pour améliorer les infrastructures, promouvoir l'intégration énergétique régionale et améliorer la gouvernance du secteur public. La durabilité environnementale a été au centre des préoccupations des cinq pays les plus performants de la région, qui ont tous élaboré et mis en œuvre des plans d'action nationaux pour le climat. Cependant, la durabilité reste un défi pour la majorité de la région. La sécurité énergétique reste faible dans de nombreux pays en raison du manque d'investissements, de la production d'électricité peu fiable, de la pénurie de ressources, etc., mais de légères améliorations ont été observées dans certains domaines. Les entreprises les plus performantes se concentrent sur la diversification énergétique, l'efficacité énergétique, et les investissements dans les infrastructures pour améliorer cette dimension.

TRUSTEES

JEAN-MARIE DAUGER
Chair

KLAUS-DIETER BARBKNECHT
Vice-Chair – Finance

MIKE HOWARD
Vice Chair – Innovation

LEONHARD BIRNBAUM
Chair – Studies Committee

ELHAM MAHMOUD IBRAHIM
Vice Chair – Africa

OLEG BUDARGIN
Vice Chair – Congress, 2022

SHIGERU MURAKI
Vice Chair – Asia Pacific/South Asia

CLAUDIA CRONENBOLD
Vice Chair – Latin America/Caribbean

IBRAHIM AL-MUHANNA
Vice Chair – Gulf States/Middle East

ALEXANDRE PERRA
Vice Chair – Europe

JOSÉ ANTONIO VARGAS LLERAS
Chair – Programme Committee

OMAR ZAAFRANI
Chair – Communications & Strategy Committee

DR ANGELA WILKINSON
Secretary General & CEO

WORLD ENERGY COUNCIL PARTNERS

California ISO

EDF

ENGIE

Gazprom

Oliver Wyman

PwC

Rosseti

Rosatom

Tokyo Electric Power Co

WORLD ENERGY COUNCIL

<u>Algeria</u>	<u>Greece</u>	<u>Niger</u>
<u>Argentina</u>	<u>Hong Kong, China</u>	<u>Nigeria</u>
<u>Armenia</u>	<u>Hungary</u>	<u>Norway</u>
<u>Austria</u>	<u>Iceland</u>	<u>Pakistan</u>
<u>Bahrain</u>	<u>India</u>	<u>Panama</u>
<u>Belgium</u>	<u>Indonesia</u>	<u>Paraguay</u>
<u>Bolivia</u>	<u>Iran (Islamic Rep)</u>	<u>Poland</u>
<u>Bosnia-Herzegovina</u>	<u>Ireland</u>	<u>Portugal</u>
<u>Botswana</u>	<u>Italy</u>	<u>Romania</u>
<u>Bulgaria</u>	<u>Japan</u>	<u>Russian Federation</u>
<u>Cameroon</u>	<u>Jordan</u>	<u>Saudi Arabia</u>
<u>Chile</u>	<u>Kazakhstan</u>	<u>Senegal</u>
<u>China</u>	<u>Kenya</u>	<u>Serbia</u>
<u>Colombia</u>	<u>Korea (Republic)</u>	<u>Singapore</u>
<u>Congo (Dem. Rep.)</u>	<u>Kuwait*</u>	<u>Slovenia</u>
<u>Côte d'Ivoire</u>	<u>Latvia</u>	<u>Spain</u>
<u>Croatia</u>	<u>Lebanon</u>	<u>Sri Lanka</u>
<u>Cyprus</u>	<u>Lithuania</u>	<u>Sweden</u>
<u>Dominican Republic</u>	<u>Malta</u>	<u>Switzerland</u>
<u>Ecuador</u>	<u>Mexico</u>	<u>Thailand</u>
<u>Egypt (Arab Rep)</u>	<u>Monaco</u>	<u>Trinidad & Tobago</u>
<u>Estonia</u>	<u>Mongolia</u>	<u>Tunisia</u>
<u>eSwatini (Swaziland)</u>	<u>Morocco</u>	<u>Turkey</u>
<u>Ethiopia</u>	<u>Namibia</u>	<u>United Arab Emirates</u>
<u>Finland</u>	<u>Nepal</u>	<u>Uruguay</u>
<u>France</u>	<u>Netherlands</u>	<u>USA</u>
<u>Germany</u>	<u>New Zealand</u>	<u>Vietnam</u>

**awaiting membership approval*

62-64 Cornhill
London EC3V 3NH
United Kingdom
T (+44) 20 7734 5996
F (+44) 20 7734 5926
E info@worldenergy.org

www.worldenergy.org | [@WECouncil](https://twitter.com/WECouncil)